Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre | BUCEMA

Hors-série n° 2 | 2008
Le Moyen Âge vu d'ailleurs

Du texte aux archives : le problème de la source

Joseph Morsel

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cem/4132>

DOI : 10.4000/cem.4132

ISSN : 1954-3093

Éditeur

Centre d'études médiévales Saint-Germain d'Auxerre

Référence électronique

Joseph Morsel, « Du texte aux archives : le problème de la source », *Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre | BUCEMA* [En ligne], Hors-série n° 2 | 2008, mis en ligne le 28 février 2009, consulté le 03 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/cem/4132> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cem.4132>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mars 2023.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions
4.0 International - CC BY-NC-SA 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/>

Du texte aux archives : le problème de la source

Joseph Morsel

Il est à remarquer que le Verbe divin semble avoir fait peu d'état des côtés extérieurs et sensibles de l'écriture et de la parole. Il n'écrivit qu'une seule fois – et encore, sur la terre. Sans doute n'estimait-il, dans la vibration du mot, que cet insaisissable *au-delà*, dont le magnétisme inspiré par la Foi peut pénétrer un vocable dans l'instant où on le profère. Qui sait si le reste n'est pas de peu d'importance, en effet ?... Toujours est-il qu'il a permis seulement que l'on *imprimât* son Évangile, et non qu'on le *phonographiât*. Cependant, au lieu de dire : « Lisez les Saintes Écritures ! », on eût dit « Écoutez les Vibrations Sacrées ! »...
(Villiers de L'Isle-Adam, *L'Ève future*, 1886)

- 1 Depuis quelques années les couloirs de la médiévistique française bruissent d'une sourde rumeur – ou du moins un slogan : « Retour aux sources ! ». Ce mot d'ordre constitue d'ailleurs le titre d'un volume de mélanges offert en 2004 à Michel Parisse au moment de son départ à la retraite, auquel plus de la moitié des médiévistes français présents au colloque de Buenos-Aires ont contribué¹ – adhérant ainsi au moins implicitement à cette thématique du retour... Les activités de Michel Parisse à Nancy, où il a animé l'ARTEM (Atelier de Recherches sur les Textes Médiévaux), puis à Göttingen, d'où il a coorganisé le grand colloque de Paris sur les cartulaires en 1991, enfin à Paris, où il a coorganisé d'autres colloques (sur les pancartes, sur les pratiques de l'écrit documentaire au XI^e s.) et animé un axe de recherches sur le latin médiéval, dont est issu un manuel (rejoint par un dictionnaire de latin médiéval puis un manuel de paléographie médiévale) – tout ceci pourrait sembler à lui seul pouvoir justifier la teinte donnée au volume qui lui a été offert.
- 2 Mais ce serait alors négliger l'engouement qui saisit depuis plusieurs années, je l'ai dit, les médiévistes français tout comme une bonne part de leurs collègues européens et nord-américains – les Français étant d'ailleurs, en la matière, plutôt à la traîne –, engouement pour la production écrite en tant que telle, au-delà de la production des *contenus* (théologiques, littéraires, scientifiques, philosophiques) et de la *lecture*, qui avaient longtemps été le terrain privilégié de l'attention portée au manuscrit – sans

oublier l'obsession de la distinction du vrai et du faux qui avait été au cœur de la démarche diplomatique.

- 3 Si « retour aux sources » il doit y avoir, cela signifie alors implicitement deux choses : d'une part, que les sources sont importantes pour l'historien (en l'occurrence le médiéviste), d'autre part que les historiens (ou du moins les médiévistes), qui en étaient proches à l'origine, s'en sont éloignés – en tout cas aux yeux de ceux qui appellent à ce retour. Pour d'autres cependant, il s'agit non pas d'y revenir *enfin*, après qu'on les eut (illégitimement) délaissées, mais de revenir *sur* les sources, dans le cadre d'une démarche avant tout épistémologique, destinée à faire apparaître tout l'impensé qui s'attache en la matière à la pratique quotidienne des médiévistes. Trois propositions bien distinctes, donc, bien loin d'être neutres et évidentes, et dont il s'agira de comprendre la signification, sinon de les vérifier ou de les invalider.
- 4 La question qui me guidera ici pourra sembler au premier abord étrange, voire naïve sinon imbécile, mais elle est moins simple qu'il n'y paraît. Cette question est : pourquoi avons-nous des sources ? « Pourquoi » non pas au sens de « dans quel but, pour quel motif ? », mais de « comment se fait-il que [nous ayons des sources] ? » – rejetant ainsi d'emblée le caractère d'évidence du phénomène de l'existence des sources. La réponse à cette question passe par plusieurs étapes logiques : 1) parce qu'on a écrit [d'où : quel est le sens de ceci ?] ; 2) parce qu'on a conservé [même chose] ; 3) parce qu'on les a rendues, juridiquement et techniquement, accessibles [même chose] ; 4) parce qu'on les a qualifiées comme « sources » [idem]. Aucun de ces quatre niveaux ne va de soi, et ils s'interposent entre l'historien et ce à quoi il veut parvenir, c'est-à-dire la société dans laquelle le document a été réalisé². Ce qui est ainsi en jeu est tout simplement la « connaissabilité » de la société médiévale – même si celle-ci ne se réduit pas seulement à cette question des sources... Je ne prétends pas répondre ici à ces questions, mais simplement signaler les pistes de recherche qui ont été envisagées, parcourues, délaissées ou, à ce qu'il me semble, négligées.

L'historien et les pratiques d'écriture anciennes

- 5 Tout le monde a entendu parler du lien consubstantiel qui est censé exister entre l'histoire et l'écriture : sans écriture point d'histoire – au mieux a-t-on affaire à la *préhistoire* ou à la *protohistoire*. Pourtant, la constitution de l'histoire comme discipline rationaliste au XIX^e siècle ne s'est guère accompagnée d'une réflexion épistémologique poussée sur le matériau de l'historien, c'est-à-dire sur les conditions de production, de conservation et d'utilisation des documents écrits, donc sur la signification préconstruite de ces objets. L'une des raisons essentielles en est certainement ce que l'on pourrait appeler le « fétichisme du texte », c'est-à-dire à proprement parler l'élimination de son caractère produit, la réduction du document écrit à son contenu, à sa teneur, comme si la dimension matérielle du document n'avait aucun rôle dans la production du sens³ : au mieux cette dimension matérielle pouvait-elle servir d'indice de véracité ou de forgerie. De cette répartition inégale des rôles témoignent à la fois le triomphe de la philologie (donc d'une « conception totalement abstraite du texte »⁴) et la qualification comme « sciences auxiliaires » de toutes les méthodes destinées à rendre intelligibles les aspects concrets de la production écrite (aspects techniques, apparence visuelle, localisation dans l'espace et le temps).
- 6 L'omniprésence écrasante du texte dans la pratique des médiévistes a fait l'objet d'un colloque à Göttingen en 2001, dont les actes sont parus récemment⁵. Organisé par Ludolf Kuchenbuch, qui est l'un des principaux représentants outre-Rhin de l'histoire

de la scripturalité médiévale, ce colloque devait constituer le premier volet d'une historisation du recours général des médiévistes à cette notion et de ses effets pratiques sur notre connaissance⁶. Concrètement, le colloque de 2001 s'était donné pour but de vérifier l'adéquation de notre notion à ce que l'on pourrait appeler le « paysage écrit médiéval », notamment en la confrontant à ce que le Moyen Âge lui-même appelait *textus*. L'examen des multiples formes d'usage ou de non-usage de cette notion au Moyen Âge, dans des genres documentaires variés (de la théologie aux « actes de la pratique » en passant par l'hagiographie, le récit, la musique ou l'image), a alors fait apparaître non seulement que *textus* ne doit jamais être traduit par « texte »⁷, mais également que les niveaux d'intertextualité (y compris entre « texte » et « image ») et les modalités concrètes de mise en forme matérielle (jusqu'à la reliure), de transmission et d'appropriation du contenu jouent un rôle clé dans la structuration du champ scriptural médiéval, que désarticulent tant l'usage de mots génériques comme « texte » que l'usage de nos typologies (p. ex. *Urkunden/Akten/Bände* ou encore texte/image).

- 7 La « textualisation » de l'histoire au XIX^e siècle⁸ rendait ceci difficilement perceptible (sans même parler des effets déformants de ce biais méthodologique). En revanche, ce centrage de l'Histoire sur le contenu des documents écrits était parfaitement adapté à l'historiographie dominante telle qu'elle s'était mise en place à partir de la fin du XIX^e siècle, celle de l'Histoire dite « méthodique », aujourd'hui disqualifiée sous le nom de « positiviste » et attachée à la mise à jour des prétendus « faits vrais ». Les sources devenaient ainsi des vestiges du passé dont on devait examiner ce que l'on peut en tirer comme information véridique sur ce passé. Avec les attaques en règle que l'approche événementielle a connues à partir de l'entre-deux-guerres et surtout dans la seconde moitié du XX^e siècle, le fait historique a été concurrencé par l'histoire-problème de la VI^e section de l'EPHE et de sa revue les *Annales*. En revanche, rien n'a changé du côté du texte, l'histoire sérielle promue par les *Annales* accentuant même davantage encore la dématérialisation du document médiéval – et par là-même la fracture entre l'histoire et « ses » sciences auxiliaires.
- 8 C'est au niveau de la langue que se sont posées les premières interrogations de nature à remettre en cause la tranquille assurance des historiens. Au plus tard dans les années 1950 s'est en effet diffusée l'idée que nous ne savons pas lire les textes médiévaux (entre autres) : non pour des raisons de langue (latin, langues vernaculaires anciennes) mais parce que la production du sens des documents dépasse le cadre de la phrase et du discours. C'est le structuralisme appliqué à la linguistique et son introduction dans les préoccupations des historiens les plus novateurs du moment qui ont conduit à l'émergence d'une approche sémantique attachée aux rapports entre linguistique et histoire, dont l'ouvrage de Régine Robin, *Histoire et linguistique* (1973) constitue à la fois l'aboutissement et une sorte de point final : l'ouvrage n'a jamais été remplacé ni poursuivi, ni même réédité. De même que les travaux fondateurs de Jost Trier, dans les années 30⁹, n'avaient eu aucun écho chez les historiens, la linguistique structurale est restée marginale, à l'exception de quelques cas et malgré l'intérêt des résultats obtenus¹⁰.
- 9 Le passage de Michel Foucault mis en exergue par Régine Robin à son ouvrage¹¹ manifeste bien la conscience qu'avait celle-ci des blocages auxquels elle avait affaire – et évoque d'ailleurs pour finir, de façon involontairement prémonitoire, la raison pour laquelle elle a échoué :

On criera donc à l'Histoire assassinée chaque fois que dans une analyse historique – et surtout s'il s'agit de la pensée, des idées ou des connaissances – on verra utiliser

de façon trop manifeste les catégories de la discontinuité et de la différence, les notions de seuil, de rupture et de transformation, la description des séries et des limites. On dénoncera là un attentat contre les droits imprescriptibles de l'histoire et contre le fondement de toute historicité possible. Mais il ne faut pas s'y tromper : ce qu'on pleure si fort, ce n'est pas la disparition de l'histoire, c'est l'effacement de cette forme d'histoire qui était en secret, mais tout entière référée à l'activité synthétique du sujet...

- 10 Il y aurait donc contradiction fondamentale entre une histoire linguistique, fondée sur l'idée que les hommes « sont parlés » lorsqu'ils parlent, et l'affirmation d'une autonomie du sujet. On pourrait alors considérer que le relatif échec (durable ?)¹² de l'approche sémantico-historique est le signe d'un triomphe du sujet... Comment doit-on alors comprendre l'apparition, au plus tard depuis la fin des années 1970, d'un spectaculaire intérêt pour l'histoire de la scripturalité, d'abord dans les pays anglo-saxons puis aussi en France, en Italie, en Allemagne, etc.¹³ ? Comment se fait-il que, du point de vue des objets historiens, l'écriture l'emporte quand la langue régresse – comme si l'histoire de la scripturalité pouvait être déconnectée d'une histoire sociale globale ? Plusieurs facteurs ont joué des rôles qu'il est difficile de hiérarchiser – et la connaissance de tous les facteurs n'est même pas certaine : autant dire qu'il ne saurait être question d'expliquer ce qui s'est produit, et que l'on ne fera qu'en évoquer quelques pistes.
- 11 On reconnaît ainsi en général l'importance cruciale des travaux de l'anthropologue britannique Jack Goody sur les usages et les effets de l'écriture dans les sociétés dites « sauvages »¹⁴. Mais la question est de savoir pourquoi ces travaux ont *alors* eu un écho, alors que les considérations bien antérieures de Lévi-Strauss sur l'écriture et le pouvoir¹⁵ n'en avaient eu aucun chez les historiens (en dépit de la stature de Lévi-Strauss auprès d'une partie notable d'entre eux). Deux facteurs me semblent pouvoir avoir joué, c'est-à-dire avoir alors rendu les historiens (notamment médiévistes et modernistes) plus sensibles à ces problèmes. Je signalerai d'une part la crise profonde qui a affecté à partir du milieu des années 1970 le modèle quantitativiste de l'histoire sérielle et qui s'est traduite par la quasi-disparition des publications à ce sujet, y compris dans les *Annales* qui en avaient fait leur cheval de bataille. La crise du paradigme quantitatif a été corollaire d'une revalorisation du qualitatif et de l'individuel¹⁶ – insuffisante cependant à faire à elle seule repasser les historiens du contenu au document¹⁷. Mais du moins le terrain était-il favorable, puisque l'étude de la pratique écrite pouvait être circonscrite à des unités sociales de petite dimension (un individu, une chancellerie, une commune, etc.).
- 12 Le second facteur est propre à l'évolution des sociétés occidentales au XX^e siècle, à savoir leur transformation en sociétés de communication au plus tard à partir des années 1960, facilitée par les progrès de l'électronique – une évolution qui a engendré des débats politiques très vigoureux aux États-Unis et en Europe¹⁸. Dans ce contexte d'émergence d'un nouveau « système technique » est apparue une préoccupation de certains historiens au sujet de l'écriture en tant que média, et notamment au sujet de son efficacité dans le cadre des processus de domination. (En passant, rappelons que c'est alors que la théorie grammatologique de Jacques Derrida, construite en partie contre la position de Lévi-Strauss, est devenue l'objet de débats aux États-Unis, dont est sorti quelques années plus tard le *linguistic turn*, que l'on peut considérer comme l'aboutissement extrême de la déshistorisation des documents réduits à l'état de textes¹⁹.)

- 13 Toutefois, on observera aisément que l'étude historique de la production écrite s'est aussi développée initialement dans un cadre historiographique particulier, à savoir celui de la genèse du pouvoir étatique. J'ai tendance à considérer que la profonde crise économique qui affecte les économies libérales à partir du milieu des années 1970 a engendré un sursaut du politique et, avec lui, une revalorisation de l'histoire du politique à contre-courant de ce qu'avait prôné l'historiographie des *Annales*. Et c'est dans ce cadre, et notamment dans celui de la genèse médiévale de l'État moderne, que s'est fortement développée l'histoire de la scripturalité ces dernières décennies²⁰. C'est le pouvoir royal anglais qui forme l'horizon du célèbre ouvrage de Michael Clanchy de 1979²¹ et je rappellerai aussi la participation des principaux représentants de l'histoire de la production écrite d'alors, Michael Clanchy, Armando Petrucci, Ezio Ornato, au colloque *Culture et idéologie dans la genèse de l'État moderne*, organisé à Rome en 1984²², le premier de la série sur la genèse de l'État moderne pilotée par Jean-Philippe Genet.
- 14 Le point à mon sens le plus significatif dans cette articulation étroite des travaux sur la scripturalité et la genèse médiévale de l'État est la corrélation – le plus souvent implicite – de l'usage de l'écrit avec une représentation historique particulière de la « modernité ». C'est toute notre conscience historique d'Occidentaux qui se mobilise ici, dans laquelle le recours à l'écriture est irrévocablement associé aux idées de progrès, de rationalité, de modernité – et les travaux de J. Goody sont arrivés à point nommé pour valider scientifiquement cette idée, bien que la démarche de celui-ci avait été de sortir de la dichotomie de Lévy-Bruhl entre mentalités logiques et prélogiques. Le binôme classique écrit/oral, dans le cadre duquel se sont développés les premiers travaux sur la scripturalité, a alors été traité principalement du point de vue des effets cognitifs de la mise par écrit (en raison de la rationalisation logique qu'elle permet) et de ses effets symboliques (à cause de la valeur sociale attachée à l'écrit). Ce courant de recherches centré sur le rationalisme des pratiques scripturales est resté actif au moins jusqu'au début du XXI^e siècle, comme en témoigne par exemple la série des travaux organisés à Münster autour de Hagen Keller sur la *pragmatische Schriftlichkeit*²³, ou encore le colloque organisé à Paris en 2001 sur le thème *Écrire, compter, mesurer*, dont les actes ont paru dernièrement²⁴.
- 15 Ces approches des effets sociaux de l'écriture ont comme caractère principal d'aborder l'écriture en tant que processus cognitif, distingué de (sinon opposé à) l'oral. Il s'agit incontestablement d'une dimension essentielle, qui rend compte d'un certain nombre de phénomènes scripturaux médiévaux, y compris de la domination sociale dont bénéficient les maîtres de l'écriture, sanctionnée par le binôme *literatus/illiteratus* (converti dès le V^e siècle en équivalent de dominant/dominé), et sur laquelle José-Luis Romero avait dès 1967 attiré l'attention²⁵. Mais elle est loin de rendre compte de l'ensemble des phénomènes, et qui plus est de la nature du matériau sur lequel travaillent les historiens. Car ce n'est pas seulement parce qu'on a mis des choses par écrit – que cette mise par écrit soit considérée comme un processus culturel global (*Verschriftlichung*, *escrituración* : scripturalisation) ou comme un processus technique concret (*Verschriftung*, *graficación* : mise par écrit)²⁶ – que nous pouvons travailler, mais aussi parce qu'elles ont duré.
- 16 On rejoint là un aspect qu'avait signalé Anne-Marie Christin : « le médium écrit permet au langage d'acquérir une qualité qui lui était initialement étrangère, celle de la présence matérielle »²⁷. Un tel énoncé, au-delà de son caractère « non-derridien » (puisque ici, l'écriture est bien traitée comme un supplément au langage), attire

l'attention sur une dimension cette fois non cognitive de la mise par écrit : son caractère « matérialisant », qu'on pourrait lui-même dissocier en un caractère de « visualité » (un document écrit se voit et se montre) et un caractère de « durabilité » (bien présente dans le sens commun : *verba volant, scripta manent*).

- 17 Du point de vue de la visualité, trois aspects sont actuellement plus ou moins envisagés : l'un correspond précisément aux procédures graphiques qui font partie intégrante des processus de rationalisation : mise en colonne, en paragraphes, normalisation des énumérations, jeux sur les tailles et/ou les couleurs de lettres, traits d'accolade ou de séparation, index alphabétiques, etc.²⁸ Un second s'attache aux rapports étroits qui relient alors encore les mots et les images – avant que le champ pictural ne s'autonomise à la Renaissance et ne dépouille l'écrit de sa part visuelle au profit de la seule lecture, faisant ainsi disparaître tout le pan calligraphique de la culture visuelle occidentale : comme le signalait clairement l'adresse de milliers de chartes, celles-ci étaient tout autant faites pour être lues, entendues²⁹ et vues – une visualité qui ne se limite cependant pas aux seuls signes graphiques (croix, *rotæ*, seings, etc.) mais concerne aussi l'écriture elle-même³⁰. Le troisième niveau est celui de l'usage visible, en public, des documents écrits, au-delà de leur seule lecture, qu'il s'agisse de livres cérémonieusement portés (ces Évangiles que, justement, on appelle alors *textus*), de chartes placées sur l'autel, de documents brandis mais non lus ou de documents remis en *signe* d'une transaction...³¹
- 18 Cette thématique de la visualité de l'écrit médiéval reste encore peu fréquentée, notamment du point de vue des conséquences de sa prise en compte sur le travail de l'historien. Si l'on admet cependant que la visualité devait faire partie des facteurs de production du sens de l'objet, on comprend bien tout ce que la réduction de l'objet écrit à son contenu, à un simple texte, peut faire perdre. Ceci pose alors le problème du sens de la procédure d'édition de textes. Pour l'historien, ces éditions présentent bien sûr un certain nombre d'avantages non négligeables : les documents sont aisément accessibles, ils sont à peu près datés et authentifiés, leurs mentions ou allusions sont explicitées, parfois même l'édition est la seule trace qui en reste aujourd'hui...
- 19 Mais on n'aura garde d'oublier que cette pratique était fondée précisément sur la réduction de toute la « signifiante » du document au contenu lui-même, dont la forme immuable devait être restituée – et donc, en cas d'existence de plusieurs manuscrits, au profit de l'un d'eux, voire d'un texte originel (l'*Urtext* des philologues allemands) reconstituable à partir des leçons des divers manuscrits³². Le modèle à l'arrière-plan est évidemment celui du texte biblique, dont le sens est censé être indépendant de tous ses supports, et l'on admettra donc qu'il y a quelque logique à trouver des clercs comme les bénédictins de Saint-Maur ou les jésuites bollandistes aux origines de la pratique et des grandes entreprises d'édition. Il s'agit donc, sans renoncer aux avantages de l'édition que j'ai signalés, de concevoir de nouvelles formes intégrant les données matérielles, à commencer par « l'image du texte », ce que permet désormais aisément la numérisation informatique. Nul doute que de grands progrès sont encore à attendre de ce côté – à condition de ne pas oublier en retour que l'image sur l'écran est elle-même le produit d'une technologie qui ne peut pas ne pas avoir à son tour des effets cognitifs sur notre façon d'aborder ces documents³³.
- 20 Toutefois, il importe de bien conserver à l'esprit que j'ai jusqu'alors traité le problème de la « visualité » uniquement à partir de notre conception disons « physiologique » de la vision (usage de l'un des cinq sens), qui est justement ce qui ramène sur un même

plan le fait de voir un document original et de voir sa duplication numérique à l'écran. Mais si j'ai jusqu'alors préféré parler de « visualité » plutôt que de « visibilité », c'est justement pour marquer un écart vis-à-vis d'une telle réduction. Ce que je voudrais souligner ici, après d'autres³⁴, c'est la nécessité de prendre en compte ce que signifiait pour cette société « voir », puisque c'est en fonction de ces conceptions qu'était configurée la forme visible des rapports sociaux. Comme il n'est pas envisageable de développer ici de telles réflexions, je me contenterai de quelques remarques, en repartant de la déclaration d'Anne-Marie Christin rapportée précédemment, et notamment de la notion de « présence matérielle » – dont je n'ai jusqu'alors envisagé que le second élément.

- 21 Cette notion devrait immédiatement évoquer, chez tout médiéviste, des choses familières, liées aux grands débats théologiques. Elle devrait conduire à prendre en compte le rapport sémiotique central qu'est, dans cette société, l'articulation du visible et de l'invisible, qui nourrit toute la réflexion sacramentelle. Je laisserai cependant de côté, pour le moment, le problème de la « présence réelle », pour évoquer rapidement le cas des reliques, objets matériels crédités d'une *virtus*, d'une force, non pas endogène mais en tant qu'elles sont un canal de la grâce divine. En tant que *reliquiæ*, elles sont certes des restes qui renvoient au saint en tant qu'ancien être humain à la vie mémorable, mais elles sont surtout des *pignora*, des signes visibles garantissant la foi en l'intervention divine. Or il a été observé de multiples cas de conjonction de reliques, de bijoux (or et gemmes) et d'objets écrits, qu'il s'agisse de reliquaires en or et constellés de gemmes, de reliques dotées d'une « authentique »³⁵ ou de reliures précieuses³⁶, mais surtout de la conservation ensemble, dans les trésors³⁷, de ces trois sortes d'objets³⁸, qui ont justement en commun d'être crédités chacun d'une *virtus*, d'une force particulière.
- 22 Attention : je ne cherche en aucun cas à suggérer que le document écrit (ou du moins certains types : diplômes et chartes, certains livres, etc.) ont un pouvoir de même nature (donc que leur *virtus* est identique). Simplement, l'analogie de leur traitement renvoie à une homologie de leur efficacité, chacun dans son domaine, à savoir la « présentification » (équivalent de l'allemand *Vergegenwärtigung*, dont Otto Gerhard Oexle a montré l'efficacité sociale dans la formation des groupes sociaux médiévaux³⁹) que chacune de ces trois choses opère. De même que la relique rend sémiotiquement présent quelque chose qui est invisible et ineffable, sans doute aussi, de façon métonymique, le corps entier du saint (et de là, peut-être, également le temps de la vie du saint), de même le document écrit est-il susceptible de rendre présent le moment passé dont on parle. La chose est claire pour ce qui est des Écritures, mais c'est aussi certainement le cas pour les diplômes et chartes, à travers le dispositif du sceau. Brigitte Bedos-Rezak a montré combien la promotion du sceau à partir du XII^e siècle ne peut se comprendre complètement si l'on néglige les débats des théologiens sur la présence réelle dans l'hostie, ce qui fait vraiment du sceau une « re-présentation » du sigillant⁴⁰. Mais je pense que cet effet de présence n'a pas seulement une dimension anthropologique (rendre la personne présente), mais aussi une dimension temporelle (rendre le moment de l'émission présent), qui explique notamment certaines dispositions concernant la disparition possible de tous les sceaux sauf un⁴¹.
- L'historien et les pratiques de conservation anciennes
- 23 Avec le cas des trésors, c'est-à-dire de la conservation et de l'archivage, j'ai ainsi commencé d'aborder l'autre versant de la matérialité, celui de la « durabilité ». On voit

bien cependant que conservation et archivage ne se réduisent pas seulement au problème de l'entretien de la mémoire, puisqu'ils montrent que le sens des documents écrits est également tributaire des procédures de leur utilisation et notamment de leur classement. Toutefois, cet aspect n'a fait que très récemment l'objet de réflexions historiennes centrées sur la procédure d'archivage proprement dite (disons : le classement des documents conservés – et la conservation en fonction des procédures idéelles et matérielles de classement). Antérieurement, c'est principalement autour de la conservation sélective que se sont menées quelques recherches – elles-mêmes relativement récentes et assez peu nombreuses, en dépit du sens commun évoqué (« les paroles s'envolent, les écrits restent ») – ce qui me paraît confirmer que cette « découverte » de l'écriture médiévale a bien eu un moteur particulier.

- 24 Sauf erreur, le travail sur les effets mnémoniques de l'écriture par rapport à l'oral, donc sur l'articulation entre mémoire et scripturalité, n'a commencé à dépasser le niveau des fausses évidences (« on écrit pour garder le souvenir »)⁴² qu'avec les travaux sur la formation et l'entretien du lien social communautaire. Dès 1982, l'historien canadien Brian Stock avait souligné « les implications de la *literacy* » aux XI^e-XII^e siècles, en particulier dans la constitution et l'entretien de groupes d'interprétation de l'écriture sainte, mais aussi dans leur qualification comme « hérétiques » par l'Église⁴³. L'aspect *mémoriel* ne jouait cependant aucun rôle dans cette perspective sociogénétique, et le problème de la *production* écrite était relégué à l'arrière-plan par rapport à l'*usage* du document écrit – ce qui correspond à l'ambivalence de la notion *literacy*, qui couvre non seulement le champ de l'écriture mais aussi de la lecture.
- 25 En fait, c'est principalement en Allemagne que s'est épanouie la réflexion sur la mémoire scripturale, notamment comme facteur de formation des groupes sociaux constitués (fraternités de prière, communautés monastiques, guildes et confréries, communes, lignages, etc.). Cette direction de recherche s'est fondée sur les réflexions développées par divers disciples de Gerd Tellenbach et Karl Schmid, notamment à Münster et à Göttingen, autour de la notion de *memoria* comme facteur décisif dans les phénomènes de « sociation » (traduction habituelle du terme *Vergesellschaftung* de Max Weber), de constitution du lien social⁴⁴. C'est par ce biais qu'elle est apparue dans les travaux de Patrick Geary sur la mémoire et l'oubli⁴⁵ – auxquels Laurent Morelle a cependant reproché, en 1998, d'avoir adopté une perspective surévaluant le « devoir de mémoire perpétuelle »⁴⁶.
- 26 Avec un minimum de réflexion, on remarque que ce thème de la *memoria* déplace l'accent de la recherche sur la scripturalité de manière significative : avec la logique mémorielle constituée en *mobile*, la production de l'écrit est subordonnée à la nécessité de sa conservation. À l'encontre de la conception courante qui voudrait qu'on commençât par produire des écrits en fonction des besoins pratiques, puis qu'on les conservât si besoin était (posture utilitariste), la finalité de la conservation précède ou du moins accompagne indissolublement la production écrite. De façon apparemment paradoxale, la préoccupation mémorielle impliquerait alors une attitude tournée non pas vers le passé, mais vers l'avenir : l'archivage serait moins le signe d'une préoccupation des hommes envers le passé qu'envers l'avenir.
- 27 La reconnaissance de cette fonction mémorielle conduit alors à ne plus faire de la conservation des documents un phénomène « accidentel » (au sens philosophique du terme) mais essentiel. Sans nier que de malheureux événements aient pu intervenir à l'aval pour perturber notre connaissance des documents anciens, cela débarrasse le

phénomène de conservation de son double caractère d'évidence et d'extériorité, donc d'insignifiance, par rapport à l'existence du document écrit. Si aujourd'hui nous avons des documents, ce n'est pas parce que les guerres, les incendies ou les souris ne les ont pas détruits, mais *d'abord* parce qu'on les a conservés et archivés, c'est-à-dire qu'un certain travail social a été accompli pour mobiliser durablement des énergies et des moyens pour le faire. Cela ne signifie évidemment pas que *tous* les documents écrits ont été produits pour être gardés, mais qu'inversement on doit considérer que la conservation révèle l'existence d'une logique sociale particulière, qu'il convient de prendre en compte puisqu'elle fonctionne comme un filtre de conservation. Alors qu'Arnold Esch tentait en 1985 (et derechef en 1997) d'attirer les regards des historiens sur le filtrage provoqué par l'inégalité des pertes, c'est-à-dire par la non-conservation accidentelle des sources et notre méconnaissance absolue des proportions respectives de préservation⁴⁷, c'est donc désormais sur ce filtrage induit par la conservation que devraient se pencher les historiens.

- 28 La *logique* de la conservation n'a cependant jusqu'alors préoccupé que latéralement les historiens, pour l'essentiel dans le cadre de travaux menés sur des produits de l'archivage. Pour ce qui est des médiévistes, il me semble que l'un des moments clés de la prise en compte de la nécessité de dépasser leur pure position d'utilisateurs finaux et préoccupés par le seul problème de la qualité ou véracité des actes disponibles, et donc de remonter au stade de la production d'un tel produit d'archivage pour tenter d'en comprendre la logique, a été la table-ronde sur les cartulaires organisée à Paris en 1991⁴⁸. Diverses fonctions (en général implicitement converties en mobiles) du cartulaire avaient alors été identifiées, à savoir 1) l'archivage (permettant conservation organisée et consultation facile de documents, à une époque où le problème de la validité des originaux en justice ne se pose pas : il ne s'agit que de conserver le souvenir des actes); 2) la constitution d'un discours des origines centré sur les actes des bienfaiteurs et des abbés ou évêques (destiné à l'entretien de la cohésion interne face aux pressions extérieures); 3) enfin l'affirmation de soi face aux autres (liée notamment à la valeur sociale de l'écriture et du *codex*).
- 29 Le thème de la production de l'objet écrit comme moyen d'action et d'auto-affirmation, c'est-à-dire comme instrument de lutte⁴⁹, me paraît être depuis devenu une chose couramment admise par ceux qui s'intéressent à l'histoire de la scripturalité. Toutefois, cette thématique a été surtout développée autour du cartulaire et du problème de la sélection des pièces compilées. Je me permets de renvoyer ici au travail fondamental de Pierre Chastang à propos des cartulaires méridionaux⁵⁰, qui fait apparaître à travers l'étude minutieuse de leur mode de composition l'évolution de la représentation que les institutions ecclésiastiques donnent de leur temporel, au croisement à la fois d'une stratégie d'affirmation des droits inaliénables de l'institution sur ce temporel, d'un phénomène (général) de spatialisation des représentations du pouvoir et de tout l'ensemble des représentations du monde qui sous-tendent l'activité des *scriptoria*.
- 30 L'objet *archivé* en général reste en revanche dans l'ombre, comme si seul le cartulaire, en raison de la visibilité du phénomène de sélection, focalisait l'interrogation sur le problème de la conservation organisée⁵¹. Certes, la multifonctionnalité des chartriers, leur utilité pour le présent et l'avenir de leurs détenteurs et leur rôle « dans la définition de l'identité des communautés » ont été soulignés (p. ex. par L. Morelle lors de sa critique de l'ouvrage de P. Geary); certes, les pratiques médiévales de l'archivage commencent à être étudiées, comme le montrent les travaux qu'Olivier Guyotjeannin

consacre depuis quelques années à « la science des archives à Saint-Denis »⁵² ; mais il me semble qu'on a peu progressé dans la connaissance de la logique sociale de la conservation et de l'archivage, au-delà des seules intentions et des seules motivations utilitaristes des communautés particulières, donc de l'infinie diversité des situations locales – mais aussi au-delà de la rétrojection de nos conceptions sur les pratiques anciennes.

- 31 Revenons donc sur le rapport entre *memoria* et constitution des groupes sociaux évoqué un peu plus tôt, et étendons la fonction mémorielle du cartulaire à l'archivage. Cette perspective donne tout son sens à l'observation qu'avait faite Monique Bourin en 1992 d'une coïncidence nette entre l'apparition dans les campagnes languedociennes des *universitates* et des mentions de notaires⁵³. Car les notaires sont certes des spécialistes de l'écrit, mais surtout des spécialistes de la mémoire organisée. Mais s'il n'y a pas de communauté sans mémoire organisée, ce principe ne se réduit en aucun cas à de la simple mémorisation. Le cartulaire me paraît être un bon moyen de saisir tout ceci. Il s'agit en effet d'un objet qui non seulement *contient* des écrits (conservation) qu'il dote d'une *nouvelle* intertextualité (classement), mais il fait aussi l'objet, en tant qu'objet, de manipulations visibles qui confèrent à l'institution qui lui est référée (communauté ecclésiastique, commune, « lignage ») le caractère d'évidence qui est le sien⁵⁴.
- 32 Et en effet, si l'archivage en général produit du social, ce n'est pas seulement parce qu'il dure, mais aussi parce qu'il fait partie des opérations qui donnent une consistance objective, visible, matérielle, à des phénomènes sociaux intrinsèquement abstraits, comme la constitution d'agrégats sociaux que l'on appellera, selon les cas et les traditions scientifiques, « groupes sociaux », « communautés », « collectivités », etc. Ces agrégats reposent en effet pour une large part sur la croyance partagée en la coappartenance, qui fait d'un ensemble de positions objectives (par exemple dans les rapports de domination) un groupe social qui dote ces positions objectives de la force d'inertie propre à la croyance en leur caractère transcendant. Mais cette croyance partagée se fonde elle-même sur l'existence à la fois de discours globalisants (qui produisent une homogénéité à partir de notions jusqu'alors disjointes) et de biens et signes communs (comme le nom propre, qu'il soit anthroponyme ou toponyme), qui donnent à voir ladite coappartenance, c'est-à-dire l'installent dans la réalité des choses.
- 33 C'est ainsi que les archives constituent un élément central à la fois parmi ces facteurs de globalisation et parmi ces biens communs. D'un côté, en effet, elles rassemblent concrètement des documents jusqu'alors séparés, utilisés désormais les uns par rapport aux autres – intertextualité archivistique qui se substitue à l'intertextualité du moment de la production du document⁵⁵. L'écrasement des moments de production de chaque document aboutit à l'image fixe d'une réalité qui transcende l'existence de chaque document – et dont chaque document devient dès lors à la fois l'expression et le facteur. D'autre part, le rassemblement à peu près ordonné des documents conservés en un (ou plusieurs) endroit(s) – du coffre au bâtiment particulier – crée un lieu de représentation concrète, visible, de la figure sociale concernée par ces documents, non pas du détenteur individuel, mais d'un groupe de détenteurs, à la fois dans le temps et dans l'espace⁵⁶.
- 34 La constitution d'archives est ainsi à la fois ce qui prétend conserver le souvenir du groupe concerné et ce qui le représente comme tel. Que la formation des communautés d'habitants se soit accompagnée de la constitution d'archives n'est ainsi pas un hasard,

ni non plus le seul résultat de besoins pratiques pour pouvoir vivre ensemble : il existe de par le monde une multitude d'exemples de formes de vie collective sans recours ni à l'écriture ni à l'archivage. La réduction de la constitution des archives monastiques ou urbaines à de simples besoins administratifs, ou même à la simple préservation du souvenir (brochant sur ce que nous appelons de nos jours le « devoir de mémoire »...), mutile donc gravement le sens du phénomène historique. Mais surtout, la négligence par l'historien du rapport entre constitution des archives d'une part et formation et entretien de la cohésion des agrégats sociaux d'autre part peut avoir comme conséquence le brouillage de la stratification temporelle. Car dans la mesure où ce qui est archivé est du matériau ancien, une procédure d'archivage non reconnue ni analysée comme telle peut conduire l'historien à remonter dans le passé l'existence de la forme sociale qui a donné naissance aux archives.

L'historien et les pratiques d'archivage

- 35 Ceci signifie que non seulement nous devons être le plus au clair possible sur les raisons pour lesquelles on a écrit *et* conservé au Moyen Âge, mais aussi sur les raisons pour lesquelles on a conservé *ensuite* et la manière dont on l'a fait. Le caractère crucial de l'archivage dépasse donc largement le simple problème de l'érudition (médiéviste). C'est ce que montre très bien le dossier, coordonné par Olivier Poncet et Étienne Anheim, paru en 2004 dans la *Revue de Synthèse* sur le thème évocateur « Fabrique des archives, fabrique de l'histoire »⁵⁷. Ce dossier entendait envisager, à travers des contributions touchant l'histoire médiévale et moderne et l'épistémologie historique contemporaine, les effets massifs de l'opération archivistique sur la pré-construction du savoir historique, non seulement par les opérations de sélection mais aussi par les opérations de classement (donc, au-delà de la simple conservation physique des documents, par la production d'une nouvelle intertextualité).
- 36 Je ne donnerai qu'un maigre aperçu de l'intérêt considérable de ce dossier en reprenant simplement, tout en le prolongeant ici, ce que j'ai entrepris d'y montrer à propos du cas du *Geschlecht* (« lignage ») dans l'aristocratie de Haute-Allemagne à la fin du Moyen Âge⁵⁸. On observe en effet que la construction d'un discours lignager entre le XIV^e et le XVII^e siècle, cristallisée autour de l'élaboration de mots (terminologie lignagère, noms propres), de signes (armoiries, arbres généalogiques, etc.) et d'objets (bijoux, vaisselle, livres, etc.), s'est accompagnée de tout un ensemble de procédures de conservation, de compilation et d'archivage, bref de constitution de ce qu'on pourrait appeler des « chartriers lignagers », à partir des éléments épars provenant de chacune des lignées antérieures distinctes⁵⁹. Que ces archives soient ensuite parvenues dans les dépôts publics, où la doctrine du « respect des fonds » a fossilisé leur forme lignagère, ou qu'elles soient restées dans les châteaux, elles ont fortement contribué à la croyance des médiévistes dans l'existence de lignages aristocratiques contemporains des actes contenus dans les chartriers, parce que la logique de la *production* des actes a été confondue avec celle de leur *conservation* et de leur *archivage*. Moyennant quoi, l'historien validait scientifiquement l'existence du lignage à de plus hautes époques que celle de son organisation effective, et donc le succès historique du processus de construction du lignage⁶⁰.
- 37 Je signalerai encore ici un autre exemple de prédétermination de la recherche historique par les classements archivistiques. Ayant été invité à faire, en juin 2006, l'introduction d'un colloque consacré aux chartriers du Moyen Âge à nos jours⁶¹, donc à m'interroger sur ce qu'est cet objet, je me suis rendu compte d'un certain nombre de

choses surprenantes, à savoir que cette notion n'a, à ma connaissance, aucun équivalent dans aucune langue européenne et qu'elle ne semble pas apparaître avant la toute fin du XVII^e siècle (en tout cas dans le sens qui nous intéresse)⁶². Ce phénomène lexico-sémantique manifeste une modification du sens social des archives, qui se traduit d'une part par un sursaut d'attention aux anciennes archives⁶³ et d'autre part par un changement de finalité desdites archives, mobilisées massivement dans le cadre de multiples procès entamés par les seigneurs contre les communautés d'habitants⁶⁴. C'est donc dans le contexte de la réaffirmation des fondements du pouvoir seigneurial (la « réaction féodale ») à partir de la seconde moitié du XVII^e siècle que semble se généraliser, voire apparaître, l'usage du mot « chartrier » – et c'est en tant que fondement de « l'oppression féodale » que les chartriers seigneuriaux sont soit détruits, soit nationalisés à la Révolution.

- 38 Or, lorsqu'on examine l'usage historique du mot « chartrier » aux XIX^e et XX^e siècles, on se rend compte qu'il est réservé aux archives abbatiales (essentiellement monastiques) et aux archives châtelaines ou seigneuriales. C'est-à-dire qu'à l'encontre des usages de l'Ancien Régime, ne sont jamais qualifiées comme « chartriers » les archives royales, princières, cathédrales et communales⁶⁵ et que le chartrier est donc systématiquement corrélé à ce qui a incarné l'ordre social ancien, aboli par la Révolution de 1789 (qui a supprimé les ordres religieux de même que les droits féodaux). Le mot archaïsant « chartrier » pourrait ainsi servir *ipso facto* à évoquer les archives d'institutions obsolètes, mot sonnante comme une sorte de trophée d'un univers englouti parce que contraire au sens de l'histoire, c'est-à-dire au progrès⁶⁶. C'est dans le cadre de ce discours de la rupture (voire même de l'inversion) par rapport au passé que le terme « chartrier » aurait été doté d'une valeur générique, désignant ainsi un objet archivistique en marge de la modernité incarnée par la ville, l'État et ses piliers princiers et épiscopaux. Il faudrait donc sans doute considérer qu'on a là affaire à une pratique différentielle de désignation qui révèle une structure de représentation du matériau archivé : appeler un fonds « chartrier » (ou maintenir sa désignation comme tel) semble renvoyer fondamentalement à un univers de pratiques seigneuriales locales et familiales – c'est-à-dire à un univers borné. Il est actuellement trop tôt pour mesurer les éventuels effets que ce mode de qualification des archives a eu sur la pratique historique. L'exemple du chartrier complète en revanche celui présenté auparavant du *Geschlecht* pour montrer combien l'archivage produit lui-même du sens à la fois par la structuration et par la qualification du matériau qu'il impose.

L'historien et les « sources »

- 39 Avec le cas de l'archivage, nous voyons donc que la configuration du sens ne s'arrête pas au Moyen Âge, c'est-à-dire ni au moment de la production du document ni au moment de son éventuelle compilation. On comprend dès lors bien pourquoi il est crucial de se pencher de très près sur la constitution des archives : non seulement en dépendent la nature et le volume de ce qui nous est parvenu, mais aussi la grille de lecture qu'elles nous proposent implicitement et dont on n'a longtemps pas pris conscience. Pourquoi ne s'en est-on pas rendu compte plus tôt, ou plus souvent ? Parce que nous sommes restés prisonniers de configurations du passé liées à des exigences de légitimation, au lieu de construire celles dont a besoin l'histoire en tant que science sociale.
- 40 Il importe cependant d'éviter toute condamnation en termes de falsification du passé : toute constitution d'archives a eu des effets sociogénétiques en raison du retraitement

qu'elle faisait subir aux documents conservés – c'est-à-dire par la production d'une nouvelle intertextualité – sans qu'il faille prêter de noirs desseins à ces archivistes. C'est à nous de repérer et de « peler » les différentes strates de constitution et de remaniement des archives, chacune correspondant à un usage du passé, afin de restituer les intertextualités initiales et de ne plus lire le passé à rebours à travers les lunettes fabriquées par des générations d'archivistes... C'est en cela que l'historien doit se faire « archéologue », au sens classique comme au sens foucaldien.

- 41 Des notions comme « texte » ou « chartrier » ont ainsi, chacune à leur manière, des effets occultants parce qu'elles relaient des rapports sociaux particuliers envers les documents (le problème n'est évidemment pas dans les mots eux-mêmes, mais dans la pure reprise de ce qu'ils véhiculent). Mais comme l'a bien montré Étienne Anheim dans le volume signalé⁶⁷, le simple usage du mot « archive » au singulier, chez Foucault, de Certeau, Ricœur, peut aboutir à un résultat analogue, puisque cela revient à fétichiser le matériau historique en faisant disparaître toute interrogation sur l'archivage. L'archive est soit un système sémiotique (Foucault), soit la transcription d'une parole morte (Ricœur), soit un fonds existant en soi (de Certeau). En définitive, l'archive n'est, chez ces philosophes férus d'histoire et influents chez les historiens, guère différente de la notion triviale de « source ».
- 42 Mais cette notion de « source » n'est elle-même pas aussi simple qu'il y paraît, bien que depuis le XIX^e siècle, le consensus se soit établi autour de la conception de l'histoire comme un mode de connaissance indirecte, à travers des vestiges, signes et indices – à l'inverse de la sociologie comme travail d'enquête immédiate. Le terme à la fois le plus couramment utilisé pour désigner le *medium* de l'historien, et le plus général puisqu'il se rencontre dans toutes les langues européennes que je connais, est en effet celui de « source » (*sources, fontes, fuentes, fonti, Quellen, källa, kilde, źródło*, etc.). Tous ces mots renvoient à la même image de l'eau jaillissante et courante, de pureté et de transparence, de processus naturel – et c'est en jouant sur cet implicite que Michel Zimmermann posait malicieusement la question : « L'histoire médiévale coule-t-elle de source ? »⁶⁸
- 43 Une rencontre a été organisée en 2004 autour du problème du rapport de l'historien à la notion de « source », en particulier du point de vue de ce que son emploi fait disparaître⁶⁹. Que ce soit en français ou en allemand (*Quelle*), on observe clairement qu'il s'agit d'une notion tardive dans le sens qui nous intéresse ici⁷⁰, qui n'apparaît en France qu'à la fin du XVII^e siècle (là encore !), mais ne s'impose pas comme terme unique pour désigner la base du travail historique avant le XIX^e siècle. En Allemagne, il faut attendre le milieu du XVIII^e siècle pour que les *Quellen* désignent un certain type de matériau historique, les écrits (par opposition aux témoignages oraux et aux monuments, considérés comme muets). *Quelle* envahit ensuite l'ensemble du champ des matériaux historiques, évolution achevée à la fin du XIX^e siècle.
- 44 La généralisation de la « source » signifie ainsi la généralisation d'une métaphore aquifère qu'il importe d'interroger. La chose est d'autant plus significative qu'avec cette généralisation s'est également produite une réduction métaphorique par rapport à ce qu'on disait en France au XIX^e siècle, où l'historien devait aller *puiser* ses sources. Désormais, l'historien ne puise plus, l'eau jaillit d'elle-même. À la dimension initiale de la source comme point d'origine s'est donc ajoutée celle de la passivité de l'historien : les sources lui viennent, il n'a qu'à les recueillir ; elles lui préexistent donc, elles sont objectivement là, elles l'attendent. C'est ce qu'on appelle les « sources disponibles ».

Tout cet ensemble d'expressions (« sources », « couler de source », « sources disponibles », « exploiter les sources », « retour aux sources », etc.) contribue puissamment au « fétichisme du texte » signalé en début d'exposé, parce qu'il installe dans l'esprit de tous l'idée que la source, point de départ du travail de l'historien, n'est pas elle-même un produit, un résultat.

- 45 La « source » fonctionne ainsi comme « matière première » du travail historique (on parle aussi de « gisement documentaire », d'« exploitation des sources », etc.), éliminant toutes les étapes antérieures (production, conservation, archivage), ce qui permet son appropriation (symbolique) par l'historien, qui désormais parle de « ses sources ». Cette appropriation symbolique, qui nie les opérateurs antérieurs, est d'autant mieux concevable que la source est réduite à son contenu, théoriquement indépendant de sa forme matérielle, c'est-à-dire dématérialisée – bien qu'on doive plutôt considérer qu'on a affaire à une rematérialisation, sous une autre forme (transcriptions, éditions, microfilms, images digitales, etc.) qui véhicule une logique sociale propre⁷¹. Cette forme de « fétichisme de la source » ne peut qu'avoir puissamment contribué à la réduction des documents anciens au statut de textes : le « fétichisme du texte » est ainsi garanti par le « fétichisme de la source ».
- 46 Les deux notions de « texte » et de « source », étrangement liées au système industriel, sanctifiées par les discours méthodologiques du XIX^e siècle et adoptés sans discussion au XX^e siècle, interdisent de penser la nature sociale et donc signifiante des documents médiévaux, qui résultent d'une logique de production, d'une logique de conservation et d'une logique d'archivage. Si « retourner aux sources » signifie remonter patiemment le courant qui a mené du moment de la production à nos jours, s'il s'agit donc d'une métaphore analogue à celle de l'archéologue dont j'ai parlé, qui doit « peler » les diverses couches de sens, alors je ne peux que souscrire à l'appel. Mais je ne parviens pas à écarter complètement le soupçon qu'il pourrait au contraire s'agir de revivifier une notion que des esprits considérés comme chagrins entreprennent de ruiner... Afin que les choses soient claires, il serait donc certainement souhaitable de renoncer à de telles métaphores.

NOTES

1. M. GOULLET et alii (dir.), *Retour aux sources. Textes, études et documents d'histoire médiévale offerts à Michel Parisse*, Paris, 2004 (avec entre autres des contributions de M. BOURIN, P. HENRIET, D. IOGNA-PRAT, J. MORSEL, J.C. SCHMITT).

2. Cette manière de découper le problème n'a que faire du problème de la véracité ou de la fausseté du contenu, car c'est l'acte d'écriture qui est pris en compte. Un faux, ou une compilation (cartulaire, *Weistum*, etc.), ou une chronographie, sera ainsi envisagé du point de vue de sa confection, non de ce qu'il dit. Il ne s'agit pas de renouer avec l'hypercritique mais de considérer que ce n'est que dans un second temps, une fois compris le projet d'écriture, qu'on peut envisager de se servir du contenu sans tomber dans le piège des distorsions imposées par ce projet : cette perspective, théoriquement

admise pour les récits (chroniques, *vitæ*, littérature, etc., où l'on se préoccupe des intentions de l'auteur), vaut également pour tous les autres actes d'écriture, même lorsqu'ils paraissent n'être que « pragmatiques ». Sur la « narrativité » également des chartes, voir R. SABLONIER, « Schriftlichkeit, Adelsbesitz und adliges Handeln im 13. Jahrhundert », in O.G. OEXLE, W. PARAVICINI (dir.), *Nobilitas. Funktion und Repräsentation des Adels in Alteuropa*, Göttingen, 1997 (Veröff. d. Max-Planck-Instituts f. Gesch., 133), p. 67-100, ici p. 85 sq.

3. B. CERQUIGLINI, *Éloge de la variante. Histoire critique de la philologie*, Paris, 1989, p. 15-29, rappelle un élément fondamental de l'histoire de ce qu'il appelle la « pensée textuaire » (ou encore « notre philosophie spontanée du textuel », p. 12), à savoir le lien consubstantiel qu'elle entretient avec l'industrialisation de l'imprimerie : le texte indéfiniment reproductible à l'identique et indépendant de son support est inconcevable hors de la presse industrielle, comme n'importe quel produit destiné à la sphère de la marchandise. On comprend dès lors que le texte ait lui aussi pu être directement touché par le problème du « fétichisme ».

4. C. GINZBURG, « Signes, traces, pistes. Racines d'un paradigme de l'indice », in *Le Débat*, 6 (1980), p. 3-44, ici p. 20.

5. L. KUCHENBUCH, U. KLEINE (dir.), *'Textus' im Mittelalter. Komponenten und Situationen des Wortgebrauchs im schriftsemantischen Feld*, Göttingen, 2006 (Veröff. d. Max-Planck-Instituts f. Gesch., 216).

6. La poursuite du programme est malheureusement devenue très hypothétique en raison de l'évolution actuelle du paysage de l'histoire médiévale en Allemagne, et notamment la disparition du Max-Planck-Institut für Geschichte depuis la fin de 2007.

7. À Rome, *textus* désignait une réalisation humaine effectuée pour produire un effet notable ; un *textus* est ainsi en soi une chose efficiente, en même temps qu'une production de sens, et non pas quelque chose à lire ou à déchiffrer. Ces deux dimensions fondent le double sens du terme médiéval. D'une part, en latin comme dans les langues vernaculaires, on trouve l'évangélaire en tant que livre, qu'objet qui se montre, se manipule, se transporte, s'admire durant la liturgie de la messe, durant laquelle il figure le corps symbolique du christ jusqu'au moment de la consécration eucharistique : à partir de ce moment, le *textus* est mis de côté ; jamais il n'est envisagé que le *textus* doive être lu, déchiffré, interprété, etc. : il ne s'agit que d'un objet liturgique qui s'appréhende de l'extérieur, fermé, doté d'un sens fixe et qui fonctionne comme le signe visible de son contenu : le *verbum* divin. D'autre part, le *textus* renvoie à un phénomène abstrait : non pas une chose qui se manipule, mais quelque chose qui est et qui signifie, une chose qui ne se lit pas (= état passif face au lecteur) mais se déploie (= va au lecteur) ; il s'agit d'un phénomène extraordinairement puissant, fondamental, ordonnateur : le *verbum* divin lui-même ou, à partir de ce paradigme, une structure signifiante, ordonnée, fondatrice et intangible : les diplômes pontificaux, puis les codes juridiques (par opposition à la glose). Tout écrit n'est donc pas un *textus*, seule est ainsi désignée une émission « autoritative », le *verbum* (ni écrit ni oral) d'une *auctoritas*.

8. Dans les années 1930, L. FEBVRE, « De 1892 à 1933. Examen de conscience d'une histoire et d'un historien » (1933), repris dans *Combats pour l'histoire*, Paris, 1953, p. 5, rappelait combien sa formation initiale avait été écrasée par le poids du « tout-texte », transformant les historiens en « textuaires » : « Dans le domaine des études modernes, les jeunes hommes [étaient] façonnés intellectuellement par une culture à base unique de textes, d'études de textes, d'explication de textes ».

9. J. TRIER, *Der deutsche Wortschatz im Sinnbezirk des Verstandes. Die Geschichte eines sprachlichen Feldes*, t. 1 : *Von den Anfängen bis zum Beginn des 13. Jahrhunderts*, Heidelberg, 1931. Les principaux articles de Trier (et l'introduction du livre de 1931) ont été réédités, avec une remarquable introduction, dans : J. TRIER, *Aufsätze und Vorträge zur Wortfeldtheorie*, A. VAN DER LEE, O. REICHMANN (éds.), La Haye, 1973.

10. Je pense notamment aux travaux d'Anita GUERREAU-JALABERT et d'Alain GUERREAU, outre les sommations globales à ce sujet que réitère ce dernier (cf. *Le féodalisme. Un horizon théorique*, Paris, 1980, p. 158-159, 180-183, puis *L'avenir d'un passé incertain. Quelle histoire du Moyen Âge au XXI^e siècle ?*, Paris, 2001, p. 191-237). À titre d'exemples, on trouvera un cas d'analyse structurale d'une œuvre particulière dans A.G., « Renaud de Bâgé, *Le bel inconnu*. Structure symbolique et signification sociale », in *Romania*, 103 (1982), p. 5-34 ; l'analyse sémantique d'un champ lexical au sein d'une œuvre dans A.G., « Le champ sémantique de l'espace dans la *vita* de saint Maïeul (Cluny, début du XI^e siècle) », in *Journal des savants*, 1997, p. 363-419 ; l'analyse sémantique d'un champ lexical à travers un ensemble de textes dans A.G.J., « La désignation des relations et des groupes de parenté en latin médiéval » in *Archivum Latinitatis Medii Aevi*, 46-47 (1988), p. 65-108 ; l'analyse sémantique d'un mot à travers un ensemble de textes dans A.G., « *Textus* chez les auteurs latins du 12^e siècle », in KUCHENBUCH/KLEINE (dir.), *'Textus' im Mittelalter...*, op. cit., p. 149-178. Pour que les choses soient claires, je tiens à signaler que je me place dans la même perspective et à reconnaître ma dette envers ces divers travaux (dont on n'a ici qu'un échantillon).

11. Le passage provient de *L'archéologie du savoir*, Paris, 1969, p. 24.

12. Il y a toujours quelques historiens qui se préoccupent de ce type de problème, comme le montre la rencontre organisée par l'École doctorale d'Histoire de Paris I sur le thème « Langue et histoire » (20-21 octobre 2006), mais ils sont en définitive peu nombreux. Il y a certes des blocages qu'on pourrait qualifier d'« idéologiques » (le fameux « retour au sujet »), mais on ne négligera pas non plus le fait qu'on ne peut faire correctement de la linguistique historique sans posséder un minimum de connaissances linguistiques (linguistique théorique et connaissance des langues médiévales) ni de connaissances des outils statistiques... Le cours de statistique en ligne d'A. GUERREAU (<http://elec.enc.sorbonne.fr/statistiques/stat2004.pdf>) tente bien d'atténuer le caractère déroutant de ce cocktail, mais un minimum d'efforts reste nécessaire – alors que, par exemple, le résultat global du numéro de la revue *Histoire & Mesure* consacré au thème « Mesurer le texte » (*H.&M.*, 18 (2003)) est loin de susciter l'enthousiasme et risque de nourrir l'idée que la statistique linguistique est un amusement ésotérique pour maniaques de l'ordinateur et dont les résultats en termes de progrès des connaissances sont proches de zéro puisqu'ils ne font que montrer des choses qu'on pouvait apercevoir à partir d'une observation soignée (ce qui en revanche n'est pas le cas des travaux cités *supra* note 10).

13. Survol historiographique dans J. MORSEL, « Ce qu'écrire veut dire au Moyen Âge... Observations préliminaires à une étude de la scripturalité médiévale », in *Memini. Travaux et documents de la Société des études médiévales du Québec*, 4 (2000), p. 3-43 (réédition en ligne en 2006 : <http://www.pressens.fr/PDF/ECMonline.pdf>, p. 4-32. Quelques rappels également par P. CHASTANG, « Cartulaires, cartularisation et scripturalité médiévale : la structuration d'un nouveau champ de recherche », *Cahiers de civilisation médiévale, X^e-XII^e siècles*, 49 (2006), p. 21-32, notamment p. 25-26 (qui privilégie le poids des influences anglo-saxonnes et allemandes sur les évolutions françaises). Bibliographie plus détaillée dans M. MOSTERT (dir.), *New Approaches to*

medieval Communication, Turnhout, 1999 (Utrecht Studies in Medieval Literacy, 1). Cf. aussi la contribution de Pierre Chastang au présent colloque.

14. J. GOODY, « The Consequences of Literacy », in *Comparative Studies in Society and History*, 5 (1962/63), p. 304-345 (rééd. in ID., *Literacy in Traditional Societies*, Cambridge, 1968, p. 27-68) ; *The Domestication of the Savage Mind*, Cambridge, 1977 (trad. fr. *La raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*, Paris, 1979) ; *The Logic of Writing and the Organization of Society*, Cambridge, 1986 (trad. fr. *La logique de l'écriture. Aux origines des sociétés humaines*, Paris, 1986).

15. C. LÉVI-STRAUSS, *Tristes tropiques*, Paris, 1955, p. 339-345. Qui plus est, c'est aussi contre la fameuse « Leçon d'écriture » chez les Nambikwara présentée par Lévi-Strauss que Derrida a construit sa grammatologie, puisqu'il contestait justement le caractère subsidiaire, supplémentaire, de l'écriture par rapport au processus coutumier, oral, de domination (cf. *infra*, note 19). Au-delà du débat philosophique, cela signifiait que les réflexions de Lévi-Strauss avaient débordé du monde des ethnologues au plus tard dans les années 1960.

16. La crise du modèle quantitativiste est bien présentée par A. GUERREAU, *L'avenir d'un passé incertain...*, op. cit., p. 115-131. Il faudrait cependant ajouter aux raisons « internes » avancées par A.G. et aux raisons « externes » qu'il restreint aux conditions techniques, la remise en cause, à partir des années 1970 justement, des approches globales, holistes, des groupes sociaux, qui avaient constitué un socle important de l'historiographie depuis Marc Bloch et surtout le milieu du XX^e siècle (tentant ainsi de se ressaisir d'un objet dont la sociologie naissante avait dépouillé l'historien à la fin du XIX^e siècle – à l'historien les descriptions de détail, au sociologue les interprétations au niveau global), malgré « le tiers-état » d'Augustin Thierry (1850) ou « la classe agricole » de Léopold Delisle (1851), voire même « la France » ou « le Peuple » de Michelet, largement nourris d'une conception holiste des sociétés anciennes. Ce détournement des historiens des masses s'est alors opéré au profit de l'individu, le « sujet ». Je m'autoriserai ici à considérer qu'il s'agit non pas de purs effets de mode mais de symptômes d'évolutions sociales et idéologiques profondes des sociétés occidentales. Deux modèles d'approche ont alors pris le pas : l'un, qui constituait une sorte d'aménagement du modèle, visait toujours le groupe mais à partir des individus – c'est la méthode prosopographique, qui a connu de beaux jours jusqu'à la fin des années 1990 mais subit désormais des attaques acerbes, notamment au nom des principes interactionnistes ; l'autre, plus radicalement, a abandonné l'échelle des macrophénomènes – et c'est la micro-histoire (avec un glissement du quantitatif au qualitatif dans la compréhension du mot « masse » : on prétend toujours travailler sur la masse, mais entendue au sens social – les petits, les sans-grade – et non plus au sens de « collectivité »...), dont l'impact est cependant resté limité chez les médiévistes en raison des contraintes de leur matériau (mais l'attraction du modèle persiste : cf. J. DEMADE, *Ponction féodale et société rurale en Allemagne du Sud (XI^e-XVI^e siècle). Essai sur la fonction des transactions monétaires dans les économies non capitalistes*, compte rendu de soutenance in *Histoire et sociétés rurales*, 23 (2005), p. 309-317).

17. Ni l'approche prosopographique ni la micro-histoire n'ont véritablement intégré une quelconque réflexion sur la nature et le sens social du matériau écrit, à travers lequel il ne s'agissait que de traquer des noms (C. GINZBURG, C. PONI, « La micro-histoire », in *Le Débat*, 17 (1981), p. 133-136, qui font du nom un « fil d'Ariane qui guide le chercheur dans le labyrinthe des archives ») – et les critiques micro-historiennes contre les approches holistes n'ont à ma connaissance jamais abordé ce point.

18. De façon tout à fait incomplète et pour en rester aux grands « ténors », on mentionnera J. HABERMAS, *Strukturwandel der Öffentlichkeit. Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft*, Neuwied am Rhein, 1962 (Politica, 4) ; M. MAC LUHAN, *The Gutenberg Galaxy. The Making of Typographic Man*, Toronto, 1962 ; H.-M. ENZENSBERGER, « Constituents of a theory of the media », in *New Left Review*, I/64 (1970), p. 13-36 ; J. BAUDRILLARD, « Requiem pour les media », in ID., *Pour une critique de l'économie politique du signe*, Paris, 1972, p. 200-228, etc.

19. Il convient de garder à l'esprit que le *linguistic turn* n'est initialement que l'idée (tirée de Barthes, Kristeva, etc.) que tout acte est un langage et donc que la sémantique fournit un cadre d'analyse absolument général ; il est devenu prétention à instaurer une liberté absolue du lecteur face au texte dans le cadre d'une radicalisation nord-américaine (liée à des enjeux académiques locaux : cf. G. NOIRIEL, *Sur la « crise » de l'histoire*, 2^e éd. Paris, 2005, p. 154-181) de propositions de Derrida à mon avis mal comprises car décontextualisées (cf. le slogan « il n'y a pas de hors-texte ») et surtout truffées de jeux de mots et de calembours intraduisibles – et dont beaucoup sont difficiles d'accès même pour un lecteur français. Surtout, me semble-t-il, il y a eu malentendu sur la notion même de « texte », liée aux conceptions linguistiques de Derrida (et d'autres). Pour résumer (c'est-à-dire de manière simplificatrice – mais je défie quiconque d'exposer ces théories en quelques mots sans le faire...), Derrida s'attaque à la linguistique saussurienne en raison de son alignement implicite sur la théorie du signe développée par saint Paul et hypostasiée par le christianisme (esprit/lettre), et qui fait donc de l'écriture un état second par rapport à la parole, un vêtement extérieur et parasite de la parole. Derrida échafaude alors une théorie inverse, selon laquelle l'écriture est interne au langage, elle en est une potentialité presque ontologique et le passage à une écriture effective n'est donc que la *réalisation* de cette potentialité. Le langage est ainsi en soi une « archi-écriture », raison pour laquelle il nomme sa linguistique « grammatologie », alors que la linguistique saussurienne est fondée sur une « archi-parole ». C'est de cette conception du langage comme archi-écriture que dérive le célèbre « il n'y a pas de hors-texte », puisque tout acte de langage est fondamentalement un texte – à la fois une réalisation qui ne peut être autre que dialogique (un texte n'est texte que par l'interprétation à laquelle il se soumet dès lors qu'il est émis) et une réalisation qui ne peut être qu'un commentaire d'un texte précédent (et non la mise par écrit d'une subjectivité antérieure et extérieure à l'espace d'écriture). Pour Derrida comme pour Julia Kristeva, Roland Barthes et d'autres, la création (littéraire) est en effet une production fondamentalement contextuelle, chaque texte est donc en fait fondamentalement un intertexte – et par conséquent l'auteur est un mythe ; par ailleurs toute lecture produit constamment du sens, au lieu de simplement le dévoiler. Et c'est cette production de sens que les Derrida, Kristeva, Barthes etc. appellent « texte », et non pas l'objet textuel concret, matériel, dénombrable, qui est ce que Julia Kristeva appelle *phéno-texte* (J. KRISTEVA, *Recherches pour une sémanalyse*, Paris, 1969). Derrida n'a jamais exclu la possibilité d'un usage historique des phéno-textes et s'est véhémentement opposé à un monopole de la lecture décontextualisée, ce qui l'a conduit à la déclaration « il n'y a pas de hors-contexte » (J. DERRIDA, *Limited Inc.*, Paris, 1990). Ces positions ne me gênent en aucun cas en tant qu'historien (en l'occurrence médiéviste) : l'intertextualité fondamentale et la contextualité de la production des « phéno-textes » me paraît parfaitement en accord avec la pratique historique qui veut considérer que s'exprime dans les documents autre chose que la seule subjectivité de l'auteur ; quant à la théorie de la lecture productrice

de sens, elle me semble être une bonne mise en garde contre un mode de lecture qui ne serait pas ce que Pierre Bourdieu appelait un « déchiffrement armé » : le baiser de l'historien n'éveille aucun sens dormant entre les lignes et entre les mots, nous produisons en permanence du sens même lorsque nous prétendons ne faire que lire... Rien de tout cela ne paraît donc bien original, mais il importe de garder à l'esprit que Derrida et autres n'écrivaient pas pour les historiens : leur but était de faire descendre la « grande littérature » de son piédestal et de faire considérer que la création littéraire n'était guère qu'une production sociale comme une autre. D'où la question de P. SCHÖTTLER, « Wer hat Angst vor dem *linguistic turn* ? » (in *Geschichte und Gesellschaft*, 23 (1997) p. 134-151) et sa réponse : ceux que gêne l'exigence d'un déchiffrement armé et qui veulent préserver un mode d'approche impressionniste et positiviste des sources... Reste toutefois que les promoteurs nord-américains du *linguistic turn* ont pu effectivement énoncer des oukases contre le sens contextuel des documents, et que d'une manière générale ils ont puissamment contribué à la généralisation d'une notion passe-partout de « texte », aux effets particulièrement délétères.

20. Je privilégie ainsi nettement une argumentation privilégiant l'évolution interne aux champs historiques des divers pays concernés plutôt qu'en terme d'influences (par exemple la traduction en français de tel ou tel ouvrage) : c'est parce que les rapports de forces au sein du champ considéré se modifient (en l'occurrence au profit de l'histoire politique) que des ouvrages peuvent avoir une influence, et même tout simplement être traduits.

21. M. CLANCHY, *From Memory to Written Record. England 1066-1307*, Londres, 1979 (2^e éd. revue Oxford, 1993).

22. M. CLANCHY, « Literacy, Law, and the Power of the State », in *Culture et idéologie dans la genèse de l'État moderne*, Rome, 1985 (Collection de l'École Française de Rome, 82), p. 24-35 (rappelons que J.P. Genet, organisateur de ce colloque, est précisément l'un des tout premiers à avoir attiré l'attention sur le livre de M. Clanchy dans deux longs comptes rendus : « Une révolution culturelle au Moyen Âge », *Le Débat*, 14 (1981), p. 158-165, et « La naissance de l'écrit en Angleterre », *Le Moyen Âge*, 88 (1982), p. 323-328) ; A. PETRUCCI, « Potere, spazi urbani, scrittura esposte : proposte ed esempi », *ibid.*, p. 85-97. Quant aux différents travaux d'E. ORNATO portant sur la culture matérielle du livre, ils sont désormais rassemblés dans *La face cachée du livre médiéval. L'histoire du livre médiéval vue par Ezio Ornato, ses amis et ses collègues*, Rome, 1997.

23. Il s'agit du *Sonderforschungsbereich 231* : « Träger, Felder, Formen pragmatischer Schriftlichkeit im Mittelalter », aujourd'hui clôturé. Présentation succincte de ses travaux par H. KELLER, « Oralité et écriture », in O.G. OEXLE, J.-C. SCHMITT (dir.), *Les tendances actuelles de l'histoire du Moyen Âge en France et en Allemagne*, Paris, 2002, p. 127-142 (contribution dans laquelle le terme allemand *Schriftlichkeit* est, de façon significative, traduit par « textualité », signalant ainsi encore une fois combien la notion de « texte » a envahi le paysage notionnel au point de pouvoir être considéré comme équivalent à « usage de l'écrit »). La production du SFB est perceptible à travers la bibliographie en ligne (<http://www.uni-muenster.de/Geschichte/MittelalterSchriftlichkeit/>), avec présentations en français, anglais et, pour certains axes, en italien).

24. N. COQUERY, F. MENANT, F. WEBER (dir.), *Écrire, compter, mesurer. Vers une histoire des rationalités pratiques*, Paris, 2006 (complété par la réédition en ligne de quelques travaux antérieurs : <http://www.pressens.fr/PDF/ECMonline.pdf>).

25. « Pour appuyer [sa] notion d'ordre terrestre, l'Église comptait sur l'énorme force que lui donnait sa doctrine et, *par-dessus tout*, sur celle que lui conférait son monopole de la littérature écrite » (J.-L. ROMERO, *La revolución burguesa en el mundo feudal*, Buenos-Aires, 1967, p. 96 – c'est moi qui souligne).
26. Sur cette distinction, cf. les différentes contributions de la section 'Verschriftungen und Verschriftlichungen' in U. SCHAEFER (dir.), *Schriftlichkeit im frühen Mittelalter*, Tübingen, 1993 (ScriptOralia, 53), notamment les observations de synthèse de W. OESTERREICHER, « *Verschriftung und Verschriftlichung im Kontext medialer und konzeptioneller Schriftlichkeit* », p. 267-292.
27. A.-M. CHRISTIN, « L'écriture et les dieux », in *Le Grand Atlas des littératures*, Paris, 1990, p. 126.
28. J. GOODY, *La raison graphique...*, s'y est longuement arrêté (chap. 4 et 5), mais il s'agit là d'une direction de recherche encore trop peu fréquentée pour le Moyen Âge ; on se reportera à L. KUCHENBUCH, « Teilen, Aufzählen, Summieren : Zum Verfahren in ausgewählten Güter- und Einkünfteverhältnissen des 9. Jahrhunderts », in SCHAEFER (dir.), *Schriftlichkeit...*, op. cit., p. 181-206, mais aussi aux arborescences abordées par C. KLAPISCH-ZUBER, *L'ombre des ancêtres. Essai sur l'imaginaire médiéval de la parenté*, Paris, 2000, ainsi que par D. DONADIEU-RIGAUT, « Les "arbres-ordo" ou la complexité organique des ordres religieux », in *Hypothèses 2001. Travaux de l'École doctorale d'histoire de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne*, Paris, 2002, p. 89-101.
29. Je laisse ici de côté, pour des raisons de place, la dimension de l'audible : tous ces textes sont destinés à être lus à haute voix, non seulement parce que la lecture silencieuse n'a pas du tout la généralité qui est la sienne aujourd'hui, mais aussi parce que l'appropriation du document est une « performance ». Ceci suppose alors, on le voit bien, de concevoir d'une autre manière le rapport écrit/oral. Sur la vocalisation de l'écrit, on pourra consulter P. ZUMTHOR, *La Lettre et la Voix. De la « littérature » médiévale*, Paris, 1987 ; M. IRVINE, *The Making of Textual Culture : grammatica and Literary Theory, 350-1100*, Cambridge/New York, 1994 ; E.H. AUBERT, « Le son et ses sens. L'Ordo ad consecrandum et coronandum regem (v. 1250) », *Annales HSS*, 62 (2007), p. 387-411.
30. Les rapports entre ce que nous appelons « texte » et « image » ont été un peu mieux envisagés, quoique assez peu de la part des historiens stricto sensu ; cf. P. RÜCK (dir.), *Graphische Symbole in mittelalterlichen Urkunden. Beiträge zur diplomatischen Semiotik*, Sigmaringen, 1996 ; R. MCKITTERICK, « Text and Image in the Carolingian World », in ID. (dir.), *The Uses of Literacy in early Medieval Europe*, Cambridge, 1990, p. 301-304 ; J.P. GUMBERT, « Zur 'Typographie' der geschriebenen Seite », in H. KELLER, K. GRUBMÜLLER, N. STAUBACH (dir.), *Pragmatische Schriftlichkeit im Mittelalter. Erscheinungsformen und Entwicklungsstufen*, Munich, 1992, p. 283-292 ; M.G. SCHOLZ, *Hören und lesen. Studien zur primären Rezeption der Literatur im 12. und 13. Jh.*, Wiesbaden, 1980 ; C. MEIER, U. RUBERG (dir.), *Text und Bild. Aspekte des Zusammenwirkens zweier Künste im Mittelalter und früher Neuzeit*, Wiesbaden, 1980 ; M. CURSCHMANN, « *Pictura laicorum litteratura ? Überlegungen zum Verhältnis von Bild und volkssprachlicher Schriftlichkeit im Hoch- und Spätmittelalter bis zum Codex Manesse* », in KELLER/GRUBMÜLLER/STAUBACH (dir.), *Pragmatische Schriftlichkeit...*, op. cit. ; H. WENZEL, *Hören und Sehen, Schrift und Bild. Kultur und Gedächtnis im Mittelalter*, München, 1995 ; J. MORSEL, « Ce qu'écrire veut dire... » (2006), op. cit., p. 15-20 ; M. MADERO, *Tabula picta. La peinture et l'écriture dans le droit médiéval*, Paris, 2004 ; J.T. WOLLESEN, « Pictures as Texts versus Pictures and Texts Around 1300 », in KUCHENBUCH/KLEINE (dir.), *Textus im Mittelalter...*, op. cit., p. 399-416. On

rattachera également à ce problème de l'objet écrit confectionné pour être vu au moins autant que pour être lu les travaux de codicologie quantitative et sociale autour d'Ezio Ornato (cf. les travaux réunis dans *La face cachée du livre médiéval...*, ainsi que les travaux d'É. COTTEREAU, *À lire ou à regarder ? Richesse et lisibilité dans les manuscrits et les incunables de la version française du De casibus de Boccace* (mémoire de maîtrise) Université Paris I, 1996, et « Un essai d'évaluation objective de la richesse et de la lisibilité dans les manuscrits médiévaux », in *Gazette du livre médiéval*, 30 (1997) p. 8-17).

31. M. TANGL, « Urkunde und Symbol », in *Festschrift Heinrich Brunner zum siebenzigsten Geburtstag*, Weimar, 1910, p. 769-780 ; E. GOLDMANN, « Cartam levare », in *Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, 35 (1914), p. 1-59 ; M. KOS, « Carta sine litteris », in *Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, 62 (1954), p. 97-100 ; J. MORSEL, « Ce qu'écrire veut dire... » (2006), *op. cit.*, p. 15-16 ; cf. aussi l'axe de recherches « Urkunde und Buch in der symbolischen Kommunikation mittelalterlicher Rechtsgemeinschaften und Herrschaftsverbände » du nouveau SFB de Münster (SFB 496 : *Symbolische Kommunikation und gesellschaftliche Wertesysteme vom Mittelalter bis zur Französischen Revolution*), présenté en ligne à l'adresse <http://www.uni-muenster.de/SFB496/Projekte/a1-beschreibung-d.html>. Sur la valeur sociale du geste par rapport à l'écrit en général, voir J.-C. SCHMITT, *La raison des gestes dans l'Occident médiéval*, Paris, 1990, p. 16.

32. Sur cette obsession pour le texte original et la réduction des variantes à l'insignifiance, on se reportera à l'ouvrage essentiel de B. CERQUIGLINI, *Éloge de la variante...*, *op. cit.*

33. Une journée organisée le 20 octobre 2006 par le CNRS (Institut des Traditions Textuelles) sur le thème « Les nouveaux outils informatiques pour l'édition critique des textes » montre tout le chemin qui reste encore à parcourir : les problèmes qui ont été abordés sont purement ceux de la gestion des rapports entre texte et variantes et du rapport entre texte édité et appareil critique, de l'établissement automatique des *stemma*, de la lemmatisation et de la constitution des index...

34. MEIER/RUBERG (dir.), *Text und Bild...*, *op. cit.* ; B. DUDEN, I. ILLICH, « Die skopische Vergangenheit Europas und die Ethik der Opsis. Plädoyer für eine Geschichte des Blickes und Blickens », in *Historische Anthropologie*, 3/2 (1995), p. 203-221 ; C. HAVELANGE, *De l'œil et du monde. Une histoire du regard au seuil de la modernité*, Paris, 1998 ; E. CASTELNUOVO, G. SERGI (dir.), *Arti e storia nel Medioevo*, III : *Del vedere : pubblici, forme e funzioni*, Torino, 2004 (et notamment A. GUERREAU, « Stabilità, via visione : le creature e il creatore nello spazio medievale », p. 167-197).

35. La communication de P. BERTRAND, « Authentiques ou reliques ? Toujours à la lisière des genres » lors de la rencontre *Gestion et transport de l'écrit* (CNRS, Villejuif, 24-25 mars 2005), souligne les interactions étroites entre la relique et son authentique, au point que celle-ci devienne partie intégrante de la relique. Déjà B. STOCK, *The Implications of Literacy. Written Language and Models of Interpretation in the Eleventh and Twelfth Century*, Princeton, 1982, p. 244-252, avait fait observer que Guibert de Nogent développe ses réflexions sur les reliques en liaison avec l'usage de l'écrit, celles-la ne pouvant être considérées véritablement comme telles (i.e. comme des *pignora*) que lorsqu'elles sont dotées de textes sûrs – qui fonctionnent donc eux-mêmes comme les *pignora* des reliques.

36. Cas notamment des *textus*...

37. B. BEDOS-REZAK, « Les juifs et l'écrit dans la mentalité eschatologique du Moyen Âge chrétien occidental (France, 1000-1200), in *Annales HSS*, 49 (1994), p. 1049-1063, ici p. 1057 ; F. BOUGARD, *La justice dans le royaume d'Italie de la fin du VIII^e siècle au début du XI^e siècle*, Rome, 1995, p. 26. On se souviendra également de la notion de « trésor des chartes » : voir par exemple O. GUYOTJEANNIN, « *Super omnes thesauros rerum temporalium* : les fonctions du trésor des chartes du roi de France (XIV^e-XV^e siècles) », in *Écrit et pouvoir dans les chancelleries médiévales : espace français, espace anglais*, Louvain-la-Neuve, 1997, p. 109-131, en attendant la publication des travaux de Yann Potin (Paris I/École Nationale des Chartes) sur le trésor au Moyen Âge, dont il souligne entre autres combien il est pris dans une dialectique montrer/dissimuler – laquelle puise sa source dans le rapport clé visible/invisible.
38. On remarquera en passant que ceci semble montrer, à l'inverse de notre manière de distribuer les choses importantes (fondamentalement les livres dans les bibliothèques, les objets dans les musées, les documents dans les archives, en dépit d'exceptions nombreuses liées à la composition hétérogène des fonds autrefois récupérés), que les écrits relevaient au Moyen Âge (selon une périodisation à préciser) de la sphère des objets – ce qui s'oppose là encore à leur « textualisation ».
39. Cf. notamment O.G. OEXLE, « Die Gegenwart der Toten », dans : H. BRAET, W. VERBEKE (dir.), *Death in the Middle Ages*, Louvain, 1983 (*Mediaevalia Lovanensia*, 1, 9), p. 19-77, et ID., « Die Gegenwart der Lebenden und der Toten. Gedanken über Memoria », in K. SCHMID (dir.), *Gedächtnis, das Gemeinschaft stiftet*, Munich/Zurich, 1985, p. 74-107.
40. B.-M. BEDOS-REZAK, « Medieval Identity : A Sign and a Concept », in *The American Historical Review*, 105 (2000), p. 1522-1528, et « Signes d'identité et principes d'altérité au XII^e siècle. L'individu, c'est l'autre », in ID., D. IOGNA-PRAT (dir.), *L'individu au Moyen Âge. Individuation et individualisation avant la modernité*, Paris, 2005, p. 43-57.
41. J. MORSEL, « La construction sociale des identités dans l'aristocratie franconienne aux XIV^e et XV^e siècles : individuation ou identification ? », in BEDOS-REZAK/IOGNA-PRAT (dir.), *L'individu au Moyen Âge...*, op. cit., p. 79-99, ici p. 86.
42. Ces fausses évidences sont à la fois nourries par le sens commun maintes fois évoqué et qui n'a d'autre valeur que celle que lui confèrent ceux qui y croient, et par le discours médiéval de légitimation du recours à l'écrit, notamment dans les préambules de milliers de chartes occidentales sur lesquels Jacques LE GOFF avait déjà attiré l'attention (*Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, 1988, p. 140). Pour une étude (un peu) plus systématique, et où l'on voit que l'écriture sert moins à lutter contre l'oubli qu'à construire l'oubli comme fantasme menaçant pour légitimer l'usage de l'écriture, je me permets de renvoyer à ma contribution « À la recherche des préambules de chartes de franchises dans l'Empire », in M. BOURIN, P. MARTINEZ SOPENA (dir.), *Pour une anthropologie du prélèvement seigneurial dans les campagnes de l'Occident médiéval (XI^e-XIV^e siècles). Réalités et représentations seigneuriales*, Paris, 2007, p. 275-309, ici p. 288-290.
43. B. STOCK, *The Implications of Literacy...*, op. cit. Depuis, voir aussi, du même, « Textual Communities : Judaism, Christianity, and the Definitional Problem », in ID., *Listening for the Text. On the Uses of the Past*, Baltimore/Londres, 1990, p. 140-158.
44. Pour une première approche de ce courant de recherche, on pourra se reporter à M. BORGOLTE, « Memoria. Bilan intermédiaire d'un projet de recherche sur le Moyen Âge », in OEXLE/SCHMITT (dir.), *Les tendances actuelles...*, op. cit., p. 53-69.

45. P. GEARY, *Phantoms of remembrance. Memory and oblivion at the end of the first millennium*, Princeton, 1994 (trad. fr. *La mémoire et l'oubli à la fin du premier millénaire*, Paris, 1996).
46. L. MORELLE, « Histoire et archives vers l'an mil : une nouvelle 'mutation' ? », in *Histoire et archives*, 3 (1998), p. 119-141. La thèse principale de P. Geary – d'ailleurs déjà énoncée lors du colloque de 1991 sur les cartulaires (cf. *infra*, note 48) –, est que la production de cartulaires aux IX^e-XI^e siècles a conduit les moines à (ou plutôt : leur a permis) une destruction et conservation sélectives des pièces de leurs chartiers au profit de la leçon qu'ils entendaient fournir du passé de leur maison. À cette pente mémorielle, L. Morelle oppose (outre une analyse critique du mode d'argumentation de P. Geary) la multifonctionnalité du chartier : « Le chartier n'est pas simple dépôt de sources pour l'historien ; il est tout à la fois trésor, arsenal et mémorial : il est l'image de l'établissement et la valorisation qu'il connaît ne se limite pas à tel ou tel aspect, mémorial ou arsenal » (p. 141). Dans la mesure où la notion de « chartier » est strictement franco-française (j'y reviendrai) et qu'il arrive fréquemment qu'on le confonde, à l'étranger, avec le cartulaire (tous deux provenant du même mot latin *chartularium*) je me permets de rappeler ici qu'il ne s'agit rien d'autre que des archives (*Archiv*, *archives*, *archivo*) d'un seigneur laïque, d'une institution ecclésiastique ou d'une ville, comprenant certes des chartes, mais aussi des registres (cartulaires, comptes, censiers), des correspondances, etc.
47. A. ESCH, « Überlieferungs-Chance und Überlieferungs-Zufall als methodisches Problem des Historikers », *Historische Zeitschrift*, 240 (1985), p. 529-570 ; ID., « Chance et hasard de la transmission. Le problème de la représentativité et de la déformation de la transmission historique », dans : OEXLE/SCHMITT (dir.), *Les tendances actuelles...*, op. cit., p. 15-29. A. Esch souligne certes « la différence de chance (qu'a un document, une information, un groupe de personnes) d'être transmis et donc de parvenir à l'historien futur » et évoque le cas des actes notariés lucquois du XII^e siècle parmi lesquels seuls ont été conservés, volontairement, ceux qui pouvaient continuer à servir et donc n'étaient pas devenus obsolètes. Mais outre le danger qu'il y a à importer dans la société médiévale un utilitarisme qui nous est propre sans s'assurer qu'il s'agissait bien du critère central de la sélection, l'essentiel de ses considérations porte sur l'inconnu des proportions de conservation et sur les déformations d'image qu'il implique. Je me permets de signaler qu'à l'inverse, j'ai tenté de proposer quelques réflexions, au-delà de l'utilitarisme, sur la logique de conservation différentielle des chartes et des lettres en Haute-Allemagne à la fin du Moyen Âge : « *Brief und schrift. Überlegungen über die sozialen Grundlagen schriftlichen Austauschs im Spätmittelalter am Beispiel Frankens* », in KUCHENBUCH/KLEINE (dir.), *'Textus' im Mittelalter...*, p. 285-321.
48. O. GUYOTJEANNIN, L. MORELLE, M. PARISSÉ (dir.), *Les cartulaires. Actes de la table ronde de Paris (5-7 décembre 1991)*, Paris/Genève, 1993 (Mémoires et documents de l'École des Chartes, 39).
49. MORELLE, « Histoire et archives... », op. cit., p. 134 : « Les faux sont des 'moyens de combat' et les archives sont des armes pour le présent. L'idée d'un chartier-arsenal n'a rien de neuf en l'an mil ni au XI^e siècle. »
50. P. CHASTANG, *Lire, écrire, transcrire. Le travail des rédacteurs de cartulaires en Bas-Languedoc (XI^e-XIII^e siècles)*, Paris, 2001.
51. On pourra ajouter à cela, dans le même ordre d'idée, le cas des pancartes : M. PARISSÉ, P. PÉGEOT, B.M. TOCK (dir.), *Pancartes monastiques des XI^e et XII^e siècles*, Turnhout, 1998.

52. O. GUYOTJEANNIN, « La science des archives à Saint-Denis (fin du XIII^e-début du XVI^e siècle) », in F. AUTRAND, C. GAUVARD, J.-M. MOEGLIN (dir.), *Saint-Denis et la royauté. Études offertes à Bernard Guenée*, Paris, 1999, p. 339-353 ; ID., « La tradition de l'ombre. Les actes sous le regard des archivistes médiévaux (Saint-Denis, XII^e-XV^e siècles) », in A.J. KOSTO, A. WINROTH (dir.), *Charters, Cartularies and Archives : The Preservation and Transmission of Documents in the Medieval West (Proceedings of a Colloquium of the Commission Internationale de Diplomatique, Princeton and New York, 16-18 September 1999)*, Toronto, 2002 (Papers in mediaeval studies, 17), p. 81-112.
53. M. BOURIN, « Les solidarités villageoises et l'écrit : la formalisation des années 1150-1250. L'exemple languedocien », in *Cofradías, gremios, solidaridades en la Europa Medieval. XIX Semana des Estudios Medievales*, Estella, 1992, p. 31-49.
54. Je me suis déjà penché, il y a plusieurs années, sur le rôle des « cartulaires lignagers » dans la sociogenèse du « lignage » (cf. « Das Geschlecht als Repräsentation. Beobachtungen zur Verwandtschaftskonstruktion im fränkischen Adel des späten Mittelalters », in Andrea VON HÜLSEN-ESCH, O.G. OEXLE (dir.), *Die Repräsentation der Gruppen. Texte, Bilder, Objekte*, Göttingen, 1998 (Veröff. d. Max-Planck-Instituts für Geschichte, 141), p. 259-325), mais il me semble que je n'ai alors pas suffisamment insisté sur l'efficacité propre à la visibilité, que je restreignais à la fois à la monstration vers l'extérieur et au cartulaire (qualifié de « passé-à-montrer » et opposé ainsi au chartrier), sans intégrer suffisamment l'efficacité sémantique de tout acte de mise en évidence, au-delà du « message » voulu par le commanditaire/auteur. P. CHASTANG, « Cartulaires... », p. 28-31, signale le lien puissant qui existe entre la cartularisation (ou la compilation d'autres registres, comme les *libri iurium* des communes italiennes) et la formation des institutions (« l'institution commanditaire prend forme au miroir de ses archives », parce que « l'institutionnalisation de l'autorité commanditaire passe par la constitution d'une *memoria* », p. 30 et 31), mais il me semble surévaluer la perspective mémorielle au détriment, lui aussi, de l'aspect proprement matériel/visuel du registre.
55. Ceci ne vaut évidemment pas pour les registres, notariaux ou de chancellerie, qui enregistrent à la fois les documents et une partie de leur intertextualité du moment.
56. Sur le rapport étroit entre constitution des groupes et vecteurs de représentation, on consultera en particulier VON HÜLSEN-ESCH/OEXLE (dir.), *Die Repräsentation der Gruppen...*, op. cit.
57. *Revue de Synthèse*, 125 (2004), p. 1-195.
58. J. MORSEL, « Le médiéviste, le lignage et l'effet de réel. La construction du *Geschlecht* par l'archive en Haute-Allemagne à partir de la fin du Moyen Âge », *ibid.*, p. 83-110.
59. Sous ce terme de « lignées », on entend non pas une continuité généalogique (en général de père en fils), mais ce qu'Anita GUERREAU-JALABERT appelle « topolignées » (cf. « El sistema de parentesco medieval : sus formas (real/spiritual) y su dependencia con respecto a la organización del espacio », in R. PASTOR (dir.), *Relaciones de poder, de producción y parentesco en la Edad Media y Moderna. Aproximación a su estudio*, Madrid, 1990, p. 85-105 ; EAD., « Prohibitions canoniques et stratégies matrimoniales dans l'aristocratie médiévale de la France du Nord », in P. BONTE (dir.), *Épouser au plus proche. Inceste, prohibitions et stratégies matrimoniales autour de la Méditerranée*, Paris, 1994, p. 293-321), c'est-à-dire la suite effective des détenteurs du pouvoir local (que ceux-ci soient liés par un lien de filiation ou non). En dépit du caractère crucial des opérations sociales qui s'y réalisent, ces lignes d'appropriation du pouvoir (distinguées en général du lignage par un surnom, toponymique ou imagé) sont le plus souvent négligées au

profit de l'étude du « lignage », dont la logique et la pertinence sociales sont tout autres puisqu'il s'agit pour l'essentiel de formes de régulation de l'accès au pouvoir *au sein* de l'aristocratie (et non de formes de reproduction du pouvoir légitime face aux populations dominées). Sur le caractère général du caractère fictivement parental du « lignage » et de sa place relative dans la reproduction du pouvoir, à la campagne comme en ville, je me permets de renvoyer à mes observations dans *L'aristocratie médiévale. La domination sociale en Occident (V^e-XV^e siècle)*, Paris, 2004, p. 248-252 et 282-295.

60. Depuis, cette optique m'a semblé trouver confirmation « en creux » dans la double observation faite par Maria de Lurdes Rosa (Universidade Nova de Lisboa) de l'absence du « lignage » dans l'historiographie portugaise et de l'inexploitation dans ce pays des dépôts « privés » : « l'inexistence évidente du lignage au sein du discours historiographique portugais est due à la mauvaise organisation ou méconnaissance des fonds archivistiques » (M.L. Rosa, présentation du programme de recherche « Em torno dos arquivos de família do Portugal Medieval e Moderno. Ciência arquivística, história social e património », 2007).

61. J. MORSEL, « Introduction : Les chartriers entre « retour aux sources » et déconstruction des objets historiés », in P. CONTAMINE, L. VISSIÈRE (dir.), *Huit siècles d'histoire autour des La Trémoille et du chartrier de Thouars. Colloque international sur les chartriers seigneuriaux du XIII^e au XX^e siècle*, Paris, à paraître (2008).

62. Les détails de la recherche sémantique à laquelle j'ai procédé seront présentés dans le texte mentionné à la note précédente. Les résultats en sont les suivants : le mot, qui apparaît comme équivalent français du latin *chartularium* aux XIV^e-XV^e siècle, est d'un usage exceptionnel (peut-être même strictement normand) et ne désigne visiblement qu'un registre. Il semble être inusité durant tout le XVI^e et l'essentiel du XVII^e siècle et l'on ne trouve sa trace qu'à partir des années 1680 : il ne désigne alors qu'un lieu (l'endroit où sont entreposées les chartes), secondairement le gardien des chartes ; en revanche, l'acception en tant que « fonds d'archives », « collection de chartes », est totalement absente. Au XIX^e siècle, toutefois, se généralise (quoiqu'en position mineure, en plus des autres définitions et après elles) l'acception « ensemble de chartes », et apparaît la possibilité d'un usage métaphorique (le dictionnaire conçu comme « chartier de la langue ») et d'un décrochement de l'étymologie (une même rubrique pouvant associer *chartier*-archives et *chartier*-prisonnier). Au cours du XX^e siècle, enfin, la notion de « fonds » et d'archives à publier passe au premier plan, devant celle du lieu ; la dimension du gardien a en revanche disparu, ce qui est peut-être à mettre en corrélation avec la constitution d'un corps homogène et institutionnalisé des archivistes.

63. On se rappellera que le *Glossarium mediae et infimae latinitatis* de DU CANGE date de 1678, et les *De re diplomatica libri VI* de MABILLON de 1681.

64. Antérieurement, les archives servaient essentiellement à la structuration interne de l'aristocratie plus qu'à l'exercice pratique du pouvoir seigneurial (cf. mes observations à ce propos au sujet des *Weistümer* : J. MORSEL, « Le prélèvement seigneurial est-il soluble dans les *Weistümer* ? Appréhensions franconiennes (1200-1400) », in M. BOURIN, P. MARTINEZ SOPENA (dir.), *Pour une anthropologie du prélèvement seigneurial dans les campagnes de l'Occident médiéval (XI^e-XIV^e siècles). Réalités et représentations paysannes*, Paris, 2004, p. 155-210) : ce n'est que tardivement que l'on commence à se servir de l'écrit face aux dépendants, dans le cadre de multiples procès – la finalité antérieure n'ayant plus lieu d'être dans une aristocratie complètement structurée par le pouvoir d'État.

65. Cette affirmation appelle deux précisions : d'une part, afin de garantir une couverture homogène de la production historiographique en tenant compte des instruments de repérage disponible, le travail n'a été réalisé que sur les *titres* de livres, articles ou contributions, et non pas sur leur contenu, en partant du principe qu'il n'y a aucune raison pour que les titres présentent des évolutions lexicales radicalement différentes de celle du contenu. D'autre part, la règle me paraît être confirmée par les quelques exceptions qu'elle admet, puisqu'elles ont pour caractéristiques d'être toutes extrêmement récentes (postérieures à 1994) et de provenir de travaux de l'École Nationale des Chartes où, au même moment, Olivier Guyotjeannin tente justement de promouvoir un sens « technique » du mot (cf. O. GUYOTJEANNIN, J. PYCKE, B.-M. TOCK, *Diplomatique médiévale*, Turnhout, 1993 (L'Atelier du médiéviste, 2), p. 26).
66. La « déféodalisation » de la société a alors entraîné soit la destruction, soit la confiscation des chartriers, en tout cas leur déclassement du point de vue de leur utilité sociale : ce qui subsiste en mains propres constitue désormais des « fonds privés », ce qui correspond bien à l'avènement de la distinction public/privé que nous connaissons de nos jours. Faire du « chartrier » la forme médiévale des « archives privées » d'aujourd'hui (indépendamment de l'évolution typologique des documents conservés et même lorsque les chartriers sont aujourd'hui inclus dans des fonds privés) serait cependant certainement aporétique, car cela reviendrait à instaurer une continuité formelle là où le sens social des objets a été profondément transformé.
67. É. ANHEIM, « Singulières archives. Le statut des archives dans l'épistémologie historique. Une discussion de *La mémoire, l'histoire, l'oubli* de Paul Ricœur », *Revue de Synthèse*, 125 (2004), p. 153-182.
68. M. ZIMMERMANN, « L'histoire médiévale coule-t-elle de source ? », in O. GUYOTJEANNIN (dir.), *La langue des actes. Actes du XI^e Congrès international de diplomatique*, en ligne (<http://elec.enc.sorbonne.fr/document189.html>), où l'auteur appelle à considérer également la langue comme une source à part entière – ce qui laisse cependant entier, en fin de compte, le problème posé par le titre.
69. Cf. les actes de la journée d'études « L'historien et 'ses' 'sources' », in *Hypothèses 2003. Travaux de l'École doctorale d'histoire de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne*, Paris, 2004, p. 271-362. Cf. aussi L. KUCHENBUCH, « Sind mediävistische Quellen mittelalterliche Texte ? Zur Verzeitlichung fachlicher Selbstverständlichkeit », in H.-W. GOETZ (dir.), *Die Aktualität des Mittelalters*, Bochum, 2000, p. 317-354.
70. Le sens concret [origine d'un liquide] ou logique [origine d'un effet] se rencontre dès le Moyen Âge.
71. Sur ces problèmes de terminologie, d'appropriation symbolique et de rematérialisation, cf. mes observations dans « Les sources sont-elles 'le pain de l'historien' ? » in *Hypothèses 2003...*, op. cit., p. 273-286.

INDEX

Mots-clés : archives, texte, sources

AUTEUR

JOSEPH MORSEL

Université de Paris-I/Panthéon-Sorbonne ; Institut universitaire de France